

Sécurité, politique et ordre social au Chili.

Nicolás Angelcos¹

CADIS, EHESS - France

Email: nsangelc@ehess.fr

Résumé

Cet article comporte une réflexion autour de la construction de l'ordre social au Chili. Pour atteindre cet objectif, il interpelle la politique sécuritaire chilienne en identifiant les traits d'une construction plutôt policière que politique, selon la distinction fait par le philosophe Jacques Rancière. L'hypothèse à démontrer est la suivante : les politiques de sécurité citoyenne, qui dominent la production de l'ordre social au Chili, mobilisent et renforcent une image négative de l'autre- pauvre qui est à la base de la subjectivation des habitants des faubourgs chiliens.

Mots clés : *Politique, police, ordre social, subjectivation.*

Abstract

This article is a reflection on the construction of social order in Chile. To achieve this goal, it interpellates the Chilean security policy by identifying the traces of a construction more police than political according to the distinction made by philosopher Jacques Rancière. The hypothesis to prove is the following: public safety policies, which dominate the production of social order in Chile, mobilize and reinforce a negative image of other-poor, which is based on the subjectivity of the chilean inhabitants of the suburbs.

Keywords : *Politics, police, social order, subjectification.*

¹Sociologue à l'Université du Chili, Master et Doctorant en sciences sociales, mention sociologie, à l'École des hautes études en Sciences Sociales, Paris, France. Doctorant attaché au CADIS, sous la direction de M. Michel Wieviorka. nicolas.angelcos@ehess.fr

Introduction

Ulrich Beck² propose l'idée selon laquelle il existe une installation progressive d'une société du risque, société dans laquelle les conflits antagonistes du passé cèdent leur place aux conflits produits par delà la volonté des propres acteurs. Les problèmes écologiques dérivés des processus d'industrialisation, les crises financières issues d'une économie dérégulée, le terrorisme transnational, le narcotrafic, les processus migratoires, etc., sont des éléments intrinsèques à la modernité. Cette modernité devient de plus en plus un processus réflexif qui se penche surtout sur les conséquences.

Dans cette optique, l'individu ne peut pas construire sa subjectivité sans maîtriser, au même temps, les risques qui composent notre société. Anthony Giddens³ parle ainsi de la rupture de la sécurité ontologique en tant que facteur qui permet le développement d'une identité réussie. La confiance, élément central dans la rencontre avec l'Autre, est fortement affectée par ce processus.

Les processus de désindustrialisation, la reproduction des masses immigrantes dépassant les limites de la capacité urbaine, l'augmentation du narcotrafic et la violence à un niveau global, sont toutes des conséquences perverses de la modernisation actuelle.

Divers études sociologiques en France ont essayé de comprendre comment la société française, insérée dans un contexte global, peut faire face à ces conséquences, sans tomber dans une criminalisation des individus issus des classes populaires dans les milieux urbains. On peut citer quelques exemples : Michel Wieviorka a fortement étudié la violence islamiste et le racisme⁴ ; François Dubet et Didier Lapeyronnie⁵ ont apporté leur contribution dans l'étude du phénomène de la « galère » et des nouveaux

² Cf. Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris, Aubier, 2001.

³ Cf. Anthony Giddens, *Modernidad y autoidentidad*, in *Las consecuencias perversas de la modernidad*. Madrid, Anthropos, 1996.

⁴ Cf. Michel Wieviorka, *La violence*. Paris, Hachette Littératures, 2005 ; *Sociétés et terrorisme*. Paris, Fayard, 1988 ; *Face au terrorisme*. Paris, Liana Levi, 1998.

⁵ François Dubet, *La galère : jeunes en survie*. Paris, Fayard, 1987 ; François Dubet et Didier Lapeyronnie, *Les quartiers d'exil*. Paris, éditions du Seuil, 1992 ; Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbaine*. Paris, Robert Laffont, 2008.

ghettos ; Serge Paugam, Dominique Schnapper, Robert Castel⁶ ont développé d'importantes recherches sur les transformations de la question sociale, sur les nouvelles formes de pauvreté ainsi que sur la configuration des problèmes d'exclusion.

Au Chili et dans l'Amérique Latine, on peut souligner les travaux de Dammert et Lunecke ; Dammert et Malone ; Manzi et Helsper ; Reguillo- Cruz et Segovia⁷. Dans tous ces exemples, les sociologues ont essayé de comprendre la direction et le sens des changements actuels afin d'identifier les nouvelles formes d'action sociale, les nouveaux sujets construits autour des changements et les différentes relations sociales construites par les individus. C'est dans ce contexte que nous voudrions parler de la sécurité citoyenne au Chili.

La problématique de la sécurité citoyenne semble être un espace charnière entre les attentes des citoyens, l'offre imposée par les médias, les discours politiques et les politiques publiques. Le diagnostic à partir duquel toutes ces dimensions s'articulent est le suivant : l'identité chilienne est fortement marquée par un sentiment d'insécurité qui se matérialise par la peur de la délinquance.

La dernière enquête de sécurité citoyenne, réalisée par l'Institut National de Statistiques en 2009⁸, soutient ce diagnostic : la principale situation qui préoccupe les Chiliens est celle de devenir « victime d'un délit » (19,4%), au détriment de l'« instabilité économique du foyer » (14,7%) et de la « perte de l'emploi » (14,1%). Le problème d'actualité nationale le plus important, selon cette enquête, c'est la « délinquance » (17,6%), devant la « pauvreté » (16,7%), la « situation économique » (12,1%) et le « narcotrafic » (12,1%).

⁶ Cf. Serge Paugam, S. (dir.) *L'exclusion. L'état des savoirs*. Paris, éditions la découverte, 1996 ; Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris, Gallimard, 1995 ; *La montée des incertitudes*. Paris, éditions du Seuil, 2009.

⁷ Cf. Lucía Dammert et Alejandra Lunecke, *Victimización y temor en Chile : revisión teórico-empírica en doce comunas del país*. Santiago du Chili, CESC, INAP, Université du Chili, 2002; Lucía Dammert et Mary Fran T. Malone, « Fear of crime or fear of life ? Public insecurities in Chile », in *Bulletin of Latin American Research*. Londres, 2003 ; Javier Manzi et Ellen Helsper, *El sentido de la inseguridad en Santiago*. Santiago du Chili, PUC, 2002; Rossana Reguillo Cruz, « ¿Guerreros o ciudadanos? Violencia(s). Una cartografía de las interacciones urbanas », in M. Moraña, *Espacio urbano, comunicación y violencia en América Latina*. Pittsburg, PA: Instituto Internacional Iberoamericana, 2002.

⁸ Instituto Nacional de Estadísticas, *Encuesta de seguridad ciudadana*. Santiago du Chili, INE, 2009.

Cet amalgame entre sécurité citoyenne et délinquance s'appuie sur un fait majeur : 78,1% de la population croit que la délinquance a augmenté à un niveau national⁹. Malgré cette constatation, la délinquance est un phénomène situé principalement en dehors de la réalité immédiate (seulement 44% considère que la délinquance a augmenté au niveau du quartier).

Cependant, face à ce drame social, dans les douze derniers mois, entre 80% et 94% des interviewés déclaraient ne pas avoir vécu une situation de risque liée à la délinquance.

Ainsi, on peut constater une contradiction entre le sentiment d'insécurité qui hante la société chilienne et l'expérience concrète de la délinquance.

Nous voudrions proposer une analyse de cette contradiction en nous basant sur trois dimensions importantes :

- 1) la fragmentation de l'espace public et la privatisation du lien social ;
- 2) la construction d'un Autre « pauvre » comme une stratégie de subjectivation ;
- 3) l'incapacité de la démocratie chilienne à donner une réponse politique au sentiment d'insécurité.

L'hypothèse qui orientera cette présentation est la suivante : face à l'expansion d'un sentiment d'insécurité- sentiment produit certes par l'augmentation de la violence exercée lors des délits commis, mais aussi par l'incertitude présente dans le monde du travail et de l'économie familiale- le gouvernement stimule la création d'une alternative policière, orientée principalement à la prévention et à la punition de la délinquance. Cependant, l'incertitude, caractéristique d'une société de risque et d'une économie néolibérale, ne trouve aucune réponse politique intégrale.

1. Insécurité citoyenne et fragmentation de l'espace public

Le rapport entre la peur de la délinquance et la fragmentation de l'espace public est un sujet qui a dominé les débats des historiens, des sociologues et, surtout, des

⁹ L'historienne Azún Candina montre comment les délits ont seulement augmenté l'année 1982 (pendant la dictature) et l'année 1998, c'est-à-dire des périodes de crise économique dans l'histoire chilienne. Cf. Azún Candina, « Seguridad ciudadana y sociedad en Chile contemporáneo. Los delincuentes, las políticas y los sentidos de una sociedad », in *Revista de estudios históricos*, vol. 2, n°1. Santiago du Chili, Universidad de Chile, Août 2005.

anthropologues urbains au Chili. La thèse qui traverse ce débat est la suivante : l'insécurité urbaine doit être interprétée comme une peur généralisée des habitants face à la rencontre de l'autre dans l'espace public. Cette peur va au-delà du moment concret de la victimisation et elle constitue une remise en question de l'espace public en tant que lieu privilégié de la rencontre sociale¹⁰.

Cette thèse se justifie à partir de la contradiction entre le sentiment croissant de peur et la stabilisation de la quantité de délits commis¹¹. Au même temps, on constate que le Chili est un des pays les moins violents dans le contexte latino-américain, par rapport, par exemple, aux niveaux élevés de violence présents en Colombie, au Guatemala, au Brésil ou au Mexique.

Pour mieux comprendre le caractère central du problème de la sécurité, l'historienne Azún Candina fait une petite généalogie de la sécurité citoyenne, où on peut noter les principales dimensions de la « construction sécuritaire » au Chili. Elle montre comment, dans un contexte de reconstruction démocratique suite à la dictature militaire (1973-1990), le sujet de la sécurité citoyenne apparaît dans le discours public ainsi que la persistance de la violence politique de gauche. L'assassinat du sénateur Jaime Guzmán en 1991 par le FPMR¹², et la création du « Bureau »¹³ dans le gouvernement du président Patricio Aylwin (1990- 1994) marquent le début de la préoccupation pour la sécurité citoyenne, qui devient alors un élément clé de la stabilité de la nouvelle démocratie.

On peut ajouter un autre antécédent, à savoir la promulgation de la « Loi anti-terroriste » le 16 Mai 1984 durant la dictature militaire. Comme Hernán Montealegre (avocat, spécialiste en droits de l'homme) le souligne, cette loi cherche à identifier la violation des droits de l'homme présente dans les pratiques de groupes politiques

¹⁰ Cf. Miguel Pérez et Andrea Roca, « Representaciones sociales de la inseguridad urbana en niños de Peñalolén: ¿qué ocurre en contextos donde la distancia geográfica de la segregación disminuye? », in *Revista MAD n°20*. Santiago du Chili, Universidad de Chile, 2009.

¹¹ Cf. Azún Candina, *op. Cit.* Et Enrique Oviedo, *Violencia, delitos e inseguridad*. Santiago du Chili, SUR, 2000.

¹² FPMR. Le « Frente patriótico Manuel Rodríguez » est une organisation politique de gauche créée pour combattre la dictature à partir de l'exercice de la violence.

¹³ Le « Bureau » était une institution d'intelligence créée par l'État pour surveiller l'action des organisations gauchistes.

gauchistes, en dissociant cette violation de la terreur exercée par l'État¹⁴. Ces deux antécédentes montrent le rôle central de la politique dans la « construction sécuritaire ».

Ce rôle assigné à la sécurité citoyenne dans la stabilité de la démocratie, en tant qu'héritage des conflits du passé, se traduit, dans les années suivantes, par une préoccupation envers les nouvelles générations de jeunes, nés dans la démocratie et qui se caractérisent par une perte d'intérêt général envers le développement de la société chilienne.

Ainsi, les médias, le débat politique et l'opinion publique commencent à reconnaître les principaux thèmes qui ont dominé la préoccupation pour la sécurité citoyenne jusqu'à aujourd'hui, à savoir : l'émergence du jeune délinquant ; l'expansion du narcotrafic dans les quartiers populaires ; la criminalisation du commerce illégal ; et l'identification des rues dangereuses. Dans ce panorama, plusieurs études ont souligné le rôle central joué par la télévision dans la surexposition du phénomène¹⁵.

À travers de multiples lignes d'émergence, la société chilienne construit une image du délinquant, avec une présence presque absolue dans la vie quotidienne des gens, malgré l'identification précise de l'origine sociale et spatiale de cette délinquance. Différentes initiatives politiques, citoyennes et policières se déroulent autour d'un nouveau fantôme qui hante la société chilienne. On construit ainsi un mode spécifique de gestion des illégalismes¹⁶ où la violence laisse dans l'ombre les délits financiers ou commerciaux.

Dans une direction parallèle à la construction de l'image du délinquant, le Programme des Nations Unies pour le Développement publie un rapport très polémique, intitulé « Les paradoxes de la modernisation »¹⁷. Dans cette publication, les Nations Unies proposent une interprétation particulière de la modernisation chilienne,

¹⁴ Cf. Hernán Montealegre. Entretien publié par le journal "Mostrador", le 3 septembre 2010, Santiago du Chili.

¹⁵ Cf. Azún Candina, *op. Cit.*; Lucía Dammert, Karmy, Rodrigo et Liliana Manzano, *Ciudadanía, Espacio público y Temor en Chile*. Santiago du Chili, Centro de estudios en seguridad ciudadana, 2005; Cecilia Dastres, Eva Muzzopappa, *La comunicación como estrategia para orientar a la ciudadanía frente a la violencia y la criminalidad*. Santiago du Chili, Cesc, 2003.

¹⁶ Cf. « Illégalismes et délinquance » in Michel Foucault, *Surveiller et punir*. Paris, Gallimard, 2007.

¹⁷ Cf. Programme des Nations Unies pour le Développement, *Informe de Desarrollo Humano. Las paradojas de la modernización*. Santiago du Chili, PNUD, 1998

considérée jusqu'à ce moment-là comme un processus hautement réussi. Le rapport souligne le sentiment d'insécurité qui caractérise la société chilienne, malgré les hauts taux de croissance économique enregistrés entre les années 1990 et 1997.

De cette manière, d'un point de vue subjectif, les chiliens font l'expérience d'un sentiment d'angoisse culturelle¹⁸, matérialisée dans la peur de l'autre qui est cristallisée dans la figure du délinquant. La principale conséquence de cette présence de l'insécurité dans la vie quotidienne des gens est la fragmentation des liens sociaux¹⁹ et, de ce fait, la remise en question de l'ordre social lui-même.

Il y a principalement deux réponses sociales face à ce diagnostic: 1) la prolifération de différents espaces privés où la rencontre devient possible ; et 2) l'organisation d'un système policier qui garantisse la sécurité citoyenne, à travers le contrôle de la délinquance.

Par rapport au premier point, en reprenant l'enquête de l'INE²⁰, 46% de la population évite la fréquentation de places et de parcs publics durant la nuit. Au contraire, 75% n'évite jamais d'aller au supermarché ainsi que 69,8% n'évite pas non plus d'aller au centre commercial.

Ainsi, les grands centres commerciaux (« malls ») ont substitué peu à peu l'espace paradigmatique de la rencontre dans les quartiers, à savoir les places publiques. Les quartiers sont abandonnés par les citoyens, car ils sont considérés dangereux. Et au même temps, les grands centres commerciaux qui regroupent des magasins, des boutiques, des restaurants, des bars, des cinémas, des pharmacies, des cliniques, etc., ne désemplissent pas. Les visites du centre commercial sont devenu la promenade dominicale par excellence des chiliens, toute couche sociale confondue.

En relation à la sécurité citoyenne, on peut faire une distinction entre l'expansion des formes de sécurité privée et la création de politiques policières de sécurité publique. En ce qui concerne la sécurité privée, l'installation d'alarmes de sécurité, de grilles électrifiées ou l'achat de chiens dressés, sont devenus des pratiques communes pour

¹⁸ Cf. Francisca Márquez, *Claves de identidades territoriales en la ciudad fragmentada*. www.antropologiaurbana.cl

¹⁹ Cf. Lucía Dammert et al., *op cit.*

²⁰ Cf. Instituto Nacional de Estadísticas, *op. Cit.*

éviter et dissuader la délinquance, notamment dans les couches les plus aisées de la société.

De même, à un niveau public, tous les gouvernements ont souligné la nécessité de combattre et de prévenir la délinquance. Même si l'extension de l'appareil policier est une des mesures les plus utilisées²¹, la participation citoyenne a été, elle aussi, fortement mobilisée.

Ainsi, la « junta vecinal de seguridad » est un exemple de cette participation citoyenne. Il s'agit d'un organisme citoyen qui travaille dans la gestion de la sécurité publique. Les citoyens contribuent donc eux-mêmes à la prévention de la violence délinquante. Comme Lucía Dammert le souligne, dans ces organisations, « la participation citoyenne est comprise comme l'administration de projets d'investissement, la génération de diagnostics et l'évaluation d'actions publiques, mais elle n'inclut pas un rôle citoyen actif dans la proposition, le design et la mise en pratique de politiques, de programmes et de projets »²².

Cette tendance se renforce dans la mesure où le gouvernement ou la police sont les acteurs principaux qui organisent la vie de la communauté. Par contre, la communauté, elle, n'a aucune participation dans la direction du gouvernement ou de la police.

Ainsi, nous avons pu voir comment le concept de sécurité citoyenne se place au centre de la réflexion publique en représentant notamment une réponse aux conditions d'insécurité qui affectent la société chilienne.

Les liens sociaux ne sont pas capables de donner une sécurité ontologique²³ aux gens pour l'exercice actif de leur citoyenneté. Les processus de modernisation capitalistes, insérés dans une économie et une culture globale, se séparent progressivement des

²¹ Cf. Azún Candina, *op. Cit.*; Lucía Dammert, *Participación comunitaria en la prevención del delito en América Latina, ¿de qué participación hablamos?* Santiago du Chili, CED, 2002; et Lucía Dammert, *op. Cit.*

²² Lucía Dammert, *Participación comunitaria en la prevención del delito en América Latina, ¿de qué participación hablamos?*, *op. Cit.* P. 87.

²³ Le concept de sécurité ontologique est développé par Anthony Giddens et nous renvoie à la confiance nécessaire pour construire une vie privée sans éléments pathologiques. Cf. Anthony Giddens, *Modernidad y autoidentidad*, in *Las consecuencias perversas de la modernidad*. Madrid, Anthropos, 1996.

processus de subjectivation des gens²⁴, en remettant ainsi en question un ordre social unifié et une subjectivité solide.

L'*agoraphobie* en tant que privatisation du lien social et développement d'un sentiment de peur par rapport à l'autre est une caractéristique centrale de la société chilienne actuelle²⁵. Face à cette situation, les espaces privés (centres commerciaux), munis d'une forte protection policière, prennent la place des espaces publics (places), qui sont, eux, très vulnérables à la délinquance. Ainsi, on produit une dégénération de l'espace public (où la violence prédomine) et on construit une citoyenneté passive, qui se mobilise uniquement pour les élections gouvernementales²⁶.

Nous tenterons de comprendre, dans le chapitre suivant, comment la pauvreté peut constituer une dimension centrale pour la compréhension des processus de subjectivation des secteurs populaires. Cette idée nous permettra ainsi d'offrir une interprétation alternative du sentiment d'insécurité qui affecte la société chilienne et une perspective critique face aux problèmes de sécurité citoyenne.

2. La double interpellation de la pauvreté. L'autre- pauvre/ l'autre- dangereux.

Quand nous analysons la problématique de la sécurité citoyenne, à partir des réflexions que la sociologie chilienne a élaborées, nous pouvons identifier le cadre d'analyse suivant : la dictature et la modernisation néolibérale, mise en pratique dans les années quatre- vingt, ont produit un sentiment d'insécurité dans la société chilienne²⁷. Cette société exprime ce sentiment à travers la construction d'un autre-dangereux, matérialisé dans la figure du délinquant.

²⁴ Cf. Alain Touraine, *Critique de la modernité*. Paris, Fayard, 1995.

²⁵ Lucía Dammert, « ¿Ciudad sin ciudadanos? Fragmentación, segregación y temor en Santiago », in *EURE vol.XXX, n°91, pp.87-96*. Santiago du Chili, PUC, 2004.

²⁶ Gonzalo De la Maza, cité par Lucía Dammert et al. *Op cit*.

²⁷ Nous pouvons soutenir cette hypothèse à partir des études sur la stigmatisation de la gauche et de la politique populaire. Cf. Gabriel Salazar, *Violencia política popular en las « grandes alamedas »*. Santiago de Chile, 1947- 1987. Santiago du Chili, SUR, 1990 ; Mario Garcés et Gonzalo de la Maza, *La explosión de las Mayorías: Protesta Nacional 1983- 1984*. Santiago du Chili, ECO (Educación y Comunicaciones), 1985 ; Marie- Christine Doran, La palabra soberana: los pobladores chilenos frente a la política, in *Versión n°10*, 2000; Ricardo Peñafiel, *L'événement discursif paupériste. Lutte contre la pauvreté et redéfinition du politique en Amérique Latine : Chili, Mexique, Venezuela (1910-2006)*.

Face à ce processus, l'État modifie sa préoccupation initiale autour de la violence politique de gauche, vers la lutte contre la délinquance. Cette lutte constitue l'élément central et unique de la politique de sécurité citoyenne. Pour démocratiser cet exercice policier, la police inclut dans ses pratiques une certaine participation de la communauté. Mais cette participation est plus orientée vers une efficacité des politiques de sécurité que vers la construction d'une citoyenneté active.

Nous voulons montrer comment le sentiment d'insécurité répond principalement à une impossibilité des secteurs populaires de participer à l'élaboration de la société. On doit ainsi déplacer notre attention de l'efficacité policière pour mettre en lumière les contraintes existantes pour la participation sociale et politique.

Nous effectuerons l'analyse à partir d'une compréhension de la subjectivité populaire, c'est-à-dire le processus par lequel les individus des secteurs populaires essaient de s'approprier leurs propres vies et de les maîtriser.

Dans notre travail de recherche antérieur, mémoire rédigée en 2008- 2009²⁸, nous avons pu constater l'importance de la dimension de « pauvreté » dans la construction de la subjectivité populaire. Comme le souligne Denis Merklén²⁹, le déplacement de la notion de « travailleur » vers le concept de « pauvre », pendant les années '80, dans les sciences sociales et les politiques publiques, est un fait qui transforme la « sociabilité » et la « politicalité » des quartiers populaires.

Nous voudrions ainsi montrer quelques éléments que nous avons pu constater.

En ce qui concerne le cas chilien, l'appellation de « pauvre », avec laquelle les politiques publiques interpellent les secteurs populaires, a un caractère ambigu dans la perspective des processus de subjectivation³⁰. D'un côté, les gens s'identifient comme

Montréal, Thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en science politique, Université du Québec, 2008.

²⁸ Nicolás Angelcos, *L'éloignement des pobladores de la politique institutionnelle chilienne*. Mémoire rédigée sous la direction du M. Michel Wieviorka. EHESS, Paris, 2009.

²⁹ Cf. Denis Merklén, *Quartiers populaires, quartiers politiques*. Paris, La Dispute, 2009.

³⁰ Nous comprenons les *processus de subjectivation* comme « des processus d'auto-transformation pris en charge par les personnes elles mêmes. Chacun est alors, de ce point de vue, l'acteur ou l'auteur, ou le Sujet de sa propre subjectivation ». Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*. Paris, éditions Robert Laffont, 2008, p. 39.

étant des « pauvres », ce qui est une dimension propre aux « poblaciones »³¹ ; mais, d'un autre côté, ils essaient de se libérer de cette notion, dans la mesure où ils l'associent à une image d'abandon social et de dégradation morale.

Cette mobilisation de l'appellative pauvre nous renvoie à la forme de construction du « champ d'acceptabilité du discours » de laquelle parle Marie-Christine Doran³². Pour elle, le discours fusionnel qui caractérise la rhétorique des *pobladores* se construit à partir de l'identification du sujet « nous » avec l'adjectif « pauvre » correspondant à une situation transcendantale à la « población ». Le sujet « nous, les pauvres » permet de fusionner l'expérience individuelle de la pauvreté avec une souffrance collective. Au contraire, le discours institutionnel sur la pauvreté cherche de rompre avec cette sémantique collective de la souffrance en identifiant des différents « états de la pauvreté » pour assigner l'aide sociale. Cette distance entre l'expérience collective et l'institutionnalisation de la pauvreté permet de comprendre l'incapacité des politiques publiques d'interpeller la subjectivité des « pobladores ».

Cette double interpellation est fortement liée au type de relation que les gens issus de milieux populaires entretiennent avec la politique. Cette relation est marquée par l'assignation des biens et des ressources à travers les politiques publiques pour le « dépassement de la pauvreté ».

Les pauvres assistés, c'est-à-dire ceux qui font l'objet des politiques sociales, sont vus par les « *pobladores* »³³ comme des personnes qui ne méritent pas l'aide sociale, puisqu'elles ne veulent pas sortir de la pauvreté et qu'elles reproduisent dans leur vie quotidienne la passivité qui les a conduits à ce même état.

Le rapport à l'autre, fondamental lors des processus de subjectivation, s'exprime ainsi en niant ce qui apparaît comme une menace (la pauvreté) et en affirmant le désir (l'effort personnel) qui les caractérise, c'est-à-dire celui d'être acteur.

L'effort individuel, exprimé dans la lutte contre la pauvreté, est mis en valeur pour les « *pobladores* », en considérant que les politiques sociales devraient être orientées

³¹ Faubourgs chiliens.

³² Cf. Marie-Christine Doran, *La palabra soberana*, op. cit. Ricardo Peñafiel, *Ibid.*

³³ Habitants des « poblaciones ».

vers les individus qui expriment un désir d'être acteur et non vers ceux qui seulement espèrent de l'argent.

Ainsi, les gens défavorisés se construisent une image du « pauvre » à partir de deux éléments : d'une part, les « *pobladores* » reconnaissent une dimension de dégradation morale qui définit la pauvreté. La saleté des maisons et la passivité par rapport à l'assistance sociale sont des éléments centraux dans cette image.

D'autre part, ils construisent une image fortement liée à l'échec et à l'abandon social. Cela ne signifie pas une rupture avec le lien social, mais l'identification des obstacles pour la réalisation de leur subjectivité.

François Dubet³⁴ nous parle de trois logiques qui composent l'action sociale, à savoir la logique de l'intégration, la logique de la stratégie et la logique de la subjectivation. La première fait référence aux phénomènes d'intégration et d'exclusion sociale, propres à une communauté. La deuxième implique un calcul des coûts et des bénéfices et considère la société comme un marché ou, mieux, comme un « jeu politique ». La troisième est une logique négative de distanciation et de critique face à la société, considérée comme un système de domination.

De ce point de vue, l'identification des pauvres assistés avec une certaine indécence sociale peut se comprendre dans une triple perspective : 1) dans la logique de l'intégration, ce processus obéit à une stratification sociale de la « *población* » en termes de status³⁵ ; 2) dans la logique de la stratégie, la construction d'un autre- pauvre signifie une mise en valeur des ressources propres et une négation de l'autre, dans le but d'accéder aux bénéfices sociaux de la part de l'État ; 3) dans la logique de la subjectivation, la relation négative avec un autre- imaginaire représente une distanciation et une critique de la figure du « pauvre » avec laquelle la politique institutionnelle interpelle les gens issus des couches populaires. Le processus de subjectivation est donc marqué par cette fuite vers une image positive de la pauvreté où le travail et l'effort personnel sont des éléments centraux.

³⁴ Cf. François Dubet, *Sociologie de l'expérience*. Paris, Éditions du Seuil, 1994.

³⁵ Cette interprétation est hégémonique dans la sociologie chilienne. Cf. Javier Martinez et Margarita Palacios, *Informe sobre la decencia*. Santiago, SUR, 1996.

Nous voudrions ainsi proposer l'idée suivant : l'image de l'Autre- dangereux émerge dans cette construction de la subjectivité où la pauvreté implique une identification à une certaine « passivité » et une menace vis-à-vis du désir d'être acteur, désir qui caractérise les sujets.

Il s'agit donc d'une construction symbolique, matérialisée par la figure du délinquant, renforcée par les politiques publiques, qui sont, elles, orientées vers le dépassement de la « pauvreté » et par les politiques de sécurité citoyenne basées sur une importante présence policière. Les politiques publiques stabilisent une notion de la pauvreté intimement liée à l'assistance sociale et les politiques de sécurité criminalisent la peur de l'autre, sans comprendre la double interpellation (identification et libération) qu'implique la pauvreté des gens des quartiers populaires.

Les injustices distributives qui causent la pauvreté ne trouvent pas un espace institutionnel où les conflits sociaux, dérivés ces mêmes injustices, puissent se résoudre. Au contraire, le conflit se privatise et se traduit politiquement par un problème de sécurité. Dans d'autres termes, la construction de l'Autre- dangereux obéit plutôt à un déficit démocratique qu'à un problème de sécurité.

3. Politique et police dans « le combat contre la délinquance/ terrorisme »

Pour comprendre le devenir de la sécurité citoyenne actuelle, nous voulons proposer trois images.

- 1) « Terremoto » : le 27 Février 2010, le Chili a été fortement frappé par un terrible tremblement de terre. En dehors des conséquences évidentes dans ce type de catastrophe, un événement nous a interpellés : dans la ville Concepción et dans Santiago plusieurs personnes ont décidé spontanément de voler les supermarchés et les « poblaciones » détruites. Un élément étrange dans ce pillage c'est le vol d'appareils électroniques de haute technologie. Face à ce pillage, le gouvernement de la présidente Michelle Bachelet a ordonné l'intervention des militaires afin de contrôler le chaos existant.
- 2) « Caso bombas » : dans les dernières années vingt trois explosions (sans victimes humaines) produites par des bombes ont interpellé l'attention des chiliens. Certains groupes anarchistes ont déclaré qu'ils prenaient une voie

violente de résistance face à la fermeture du système politique. Le mois d'Août de l'année 2010, la police emprisonne 14 personnes, présumées responsables des attentats, avec des preuves très faibles.

- 3) « Huelga de hambre »³⁶ : entre le 12 Juillet et le 01 Octobre 2010, 38 indiens mapuches font une grève de la faim pour faire disparaître la Loi antiterroriste avec laquelle l'État punit leurs actions violentes de revendication du territoire. Le président Sebastián Piñera fait preuve d'une absence de volonté politique pour négocier avec les mapuches alors qu'ils persistent dans la grève de la faim. Si les grévistes arrêtaient leur grève de la faim des négociations pourraient être envisagées sur la condition des indiens, mais la Loi Anti-terroriste resterait immuable.

Même si ces événements ne correspondent pas au débat de la sécurité citoyenne proprement dit, nous voudrions proposer l'hypothèse selon laquelle ces événements répondent au même critère policier : face aux conflits sociaux, la seule ouverture de la politique institutionnelle, consiste à fixer un code unique avec lequel les différentes manifestations sont homogénéisées, dans le but de donner une réponse technique au conflit ou de le réprimer.

La figure de l'anarchiste/terroriste est une image analogue à la construction de la figure du délinquant. Toutes les manifestations politiques qui intègrent un niveau de violence sont codées, soit en tant qu'actes terroristes, soit en tant qu'actes produits par des délinquants. Nous pouvons identifier ainsi dans ce « catalogue » : les manifestations des étudiants lors de l'année 2006, les revendications mapuches, la violence anarchiste, les barricades gauchistes pour la commémoration de certains événements historiques et les manifestations des « deudores habitacionales »³⁷.

La figure du terroriste permet ainsi de gérer les différents conflits à partir du degré de violence qu'ils mobilisent. Et face à cette violence, la réponse est de nature policière.

La composante politique des différents mouvements se traduit par une réponse technique qui paralyse la mobilisation et déstructure le conflit.

³⁶ Grève de la faim.

³⁷ C'est un ensemble de gens qui ne sont pas capables de payer le crédit pour l'accès au logement.

Dans le cas des mapuches, la revendication pour une autonomie territoriale est interprétée à partir de la perspective de la propriété privée et la productivité capitaliste des terrains agricoles. Dans cette optique, l'économie mapuche comporte une mauvaise utilisation des sols.

Dans le cas des étudiants, à la demande d'une éducation de qualité pour tous on répond avec une transformation de la loi éducative. Avec cette loi l'éducation publique reste attachée aux municipales et le lucre financier définit pourtant encore la qualité des lycées.

Par rapport aux « deudores habitacionales » la mobilisation pour un logement digne accessible à tous est analysée dans l'optique d'une possible augmentation des crédits pour l'accès au foyer.

Le philosophe Jacques Rancière propose la distinction entre « la politique » et « la police » pour comprendre les processus de subjectivation politique. Il appelle police « l'ensemble des processus par lesquels s'opèrent l'agrégation et le consentement des collectivités, l'organisation des pouvoirs, la distribution des places et fonctions et les systèmes de légitimation de cette distribution »³⁸. La politique, au contraire, est un fait singulier, « c'est la sphère d'activité d'un commun qui ne peut être que litigieux, le rapport entre des parties qui ne sont que des parties et de titres dont l'addition est toujours inégale au tout »³⁹. Au cœur de cette conception de la politique on trouve l'idée d'égalité : « cette égalité est simplement l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui, c'est-à-dire, en dernière instance, l'absence d'*arkhè*, la pure contingence de tout ordre social »⁴⁰.

Ainsi, la subjectivation politique doit être comprise comme un processus à travers lequel un individu, ou une collectivité, remet en question l'ordre du corpus social, en proposant une égalité subversive par rapport au système de domination.

En suivant cet argument, nous pouvons penser que la politique institutionnelle chilienne donne une réponse policière aux conflits sociaux, c'est-à-dire aux processus de subjectivation politique. Cette réponse est littérale, dans la mesure où l'action de la

³⁸ Jacques Rancière, *La méésentente*. Paris, Galilée, 2007, p. 51.

³⁹ Ibid. p. 34- 35.

⁴⁰ Ibid. P. 35.

police est centrale, et métaphorique, car la réponse technique déplace le conflit vers une restitution des rôles sociaux qui définissent le système de domination, et leurs modes de légitimation (hégémonie du marché, fermeture du système politique, négation de la violence, etc.).

Si on traduit cette réflexion philosophique dans une conception sociologique, on peut dire que la politique implique la construction d'un espace conflictuel où les différents acteurs peuvent se rencontrer. Face à l'absence de cet espace, la violence émerge pour produire une rupture totale avec l'institution politique⁴¹.

Par rapport au sentiment d'insécurité, nous avons montré comment la peur de la délinquance est accompagnée de la peur d'une crise économique familiale et de la perte d'emploi. Cependant, la politique de sécurité citoyenne construite autour du sentiment d'insécurité essaie de répondre seulement à la première dimension, c'est-à-dire à la dimension policière.

D'autre part, les politiques publiques pour le dépassement de la pauvreté, bien qu'elles entretiennent une certaine sécurité, elles construisent au même temps une image du pauvre. Image de laquelle les habitants des faubourgs essaient de se libérer.

En reprenant l'événement du tremblement de terre, nous pouvons élaborer quelques réflexions sur le rapport entre la sécurité, la politique et la construction de l'ordre social au Chili. Nous avons déjà évoqué les révoltes populaires massives qui ont suivi le tremblement de terre. Ces révoltes s'organisaient sous forme de pillage de nourriture ou d'appareils électroniques⁴². La réaction publique, face aux informations fournies par les médias, a été la condamnation morale.

Il est cependant intéressant de souligner l'importante organisation des gens dans les faubourgs pour combattre l'éventuelle menace du pillage. Dans des délais très courts, l'ordre social, affecté par une catastrophe naturelle, s'est recomposé, en termes d'organisation sociale, selon la même logique policière avec laquelle la politique institutionnelle interpelle la participation citoyenne.

L'institutionnalisation de cette organisation spontanée se produit quand la présidente ordonne l'action des militaires dans les zones les plus dangereuses. Au moment où

⁴¹ Cf. Michel Wieviorka, *La violence, op. cit.*

⁴² Surtout le vol de télévisions d'haute technologie.

l'ordre est recomposé, les organisations solidaires commencent à travailler ensemble pour la reconstruction des bâtiments détruits.

On peut ainsi dire, tout en généralisant un peu, que la société chilienne partage un ensemble d'orientations culturelles, intimement liées au modèle économique néolibérale, qui ne sont pas capables de garantir la cohésion et la solidarité sociale. Face à cette fragilité de l'ordre social, un événement naturel comporte la force nécessaire pour rompre les consensus normatifs. Ainsi plusieurs personnes d'origine populaire (pas voleurs) deviennent des voleurs pendant un jour. Cependant, les désirs matériels de ces personnes (avoir une bonne télévision) restent immuables. Ainsi, on peut condamner l'illégalité des pillages, mais pas le but recherché. D'un point de vue policier, c'est un problème de normalisation.

Comme Lucía Dammert affirme « on privilégie un concept spécifique de la sécurité à l'encontre de la liberté⁴³ », propre à la politique, pouvons-nous ajouter.

Conclusions

Nous avons ainsi tenté de montrer comment l'ordre social au Chili, thème qui a été derrière toutes les politiques de sécurité citoyenne (violence gauchiste- délinquance-terrorisme), se construit à partir d'une logique policière, où l'assignation des rôles et la normalisation sont des éléments centraux.

Les conflits propres à une société démocratique ne trouvent donc pas un espace institutionnel où ils puissent se résoudre. Comme nous avons pu voir, ce problème ne se limite pas à la violence populaire ; Bérengère Marques- Pereira⁴⁴ a bien montré comment la démocratie chilienne reste fermée face aux problématiques propres des mouvements féministes, notamment par rapport à l'avortement thérapeutique. Dans le même sens, Marie- Christine Doran⁴⁵ parle de l'incapacité de la démocratie chilienne

⁴³ Lucía Dammert et al. *Op. cit.* p.33.

⁴⁴ Cf. Bérengère Marques- Pereira, Le Chili : les femmes et la gauche. Une relation amicale ?, in *Revue internationale de politique comparée* vol.12, n°3, 2005.

⁴⁵ Marie- Christine Doran, Les effets politiques des luttes contre l'impunité au Chili : de la revitalisation de l'action collective à la démocratisation, in *Revue internationale de politique comparée* vol. 17, n°2, 2010.

de donner une réponse majeure aux victimes et aux familles des victimes des violations aux droits de l'homme pendant la dictature (1973- 1989).

Dans ce contexte, la construction de la figure du délinquant/ terroriste et les manifestations de violence, exprimées par les différents mouvements sociaux, sont deux formes d'expression d'un même problème : le déficit démocratique.

Ce déficit peut se comprendre comme une fragilité de la solidarité sociale dans la construction de l'ordre. Dans ce contexte, la peur de l'autre est une dimension essentielle pour comprendre le devenir de la société chilienne.

Nous avons présenté l'hypothèse selon laquelle cette peur, bien qu'elle soit le produit de la modernisation ou de la dictature, est une construction particulière où la relation technique que l'Etat entretient avec les « poblaciones » joue un rôle central. Cette relation se caractérise par la subordination des différents sentiments d'injustice sociale dans l'appellation de « pauvre ». C'est pourquoi les sujets personnels luttent pour se libérer de cette identification en construisant une image perverse des pauvres.

Le paradoxe sociologique est que, bien que les quartiers populaires restent absents de la délibération politique, la sécurité citoyenne, avec un fort composant répressif, comporte une grande efficacité politique. La droite a été capable de traduire les injustices dérivées de la modernisation néolibérale par une pratique active de la sécurité. Le gauchiste, le délinquant, l'anarchiste et le mapuche sont tous des figures qui peuplent les marges de l'ordre social et face auxquels il faut se protéger.

Nous assistons ainsi à une triple subordination : premièrement, la subordination du problème de l'insécurité et de la peur de l'autre au thème de la sécurité citoyenne ; deuxièmement, la subordination de la politique à l'exercice de la police ; et, finalement, la subordination des problèmes démocratiques (problèmes d'injustice sociale) à la neutralisation des conflits sociaux.

Dans ce contexte, la réponse policière est hégémonique. La réponse politique, il faut l'inventer encore.

Bibliographie

Angelcos, N., *Subjetividad y política. Sobre el rendimiento sociológico de los procesos de subjetivación*. Santiago du Chili, Faculté de Sciences Sociales, Université du Chili, 2011.

- , La estructuración de la subjetividad popular y el problema de la política. *Revista de psicología* vol. 19, n°2, 2010.
- , *L'éloignement des 'pobladores' de la politique au Chili*. Sarrebruck, EUE, 2010.
- Beck, U. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris, Aubier, 2001.
- Candina, A. « Seguridad ciudadana y sociedad en Chile contemporáneo. Los delincuentes, las políticas y los sentidos de una sociedad », in *Revista de estudios históricos*, vol. 2, n°1. Santiago du Chili, Universidad de Chile, Août 2005.
- Castel, R. *La montée des incertitudes*. Paris, éditions du Seuil, 2009.
- , *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris, Gallimard, 1995.
- Dammert, L. « ¿Ciudad sin ciudadanos? Fragmentación, segregación y temor en Santiago », in *EURE* vol.XXX, n°91, pp.87-96. Santiago du Chili, 2004.
- , *Participación comunitaria en la prevención del delito en América Latina, ¿de qué participación hablamos?* Santiago du Chili, CED, 2002.
- Dammert, L. et Malone, M. « Fear of crime or fear of life ? Public insecurities in Chile », in *Bulletin of Latin American Research*. Londres, 2003
- Dammert, L. et Lunecke, A. *Victimización y temor en Chile : revisión teórico- empírica en doce comunas del país*. Santiago du Chili, CESC, INAP, Université du Chili, 2002.
- Dammert, L., Karmy, R. et Manzano, L. *Ciudadanía, Espacio público y Temor en Chile*. Santiago du Chili, Centro de estudios en seguridad ciudadana, 2005.
- Doran, M.- C., Les effets politiques des luttes contre l'impunité au Chili : de la revitalisation de l'action collective à la démocratisation, in *Revue internationale de politique comparée* vol. 17, n°2, 2010
- , La palabra soberana: los pobladores chilenos frente a la política, in *Versión n°10*, 2000.
- Dubet, F. *La galère : jeunes en survie*. Paris, Fayard, 1987.
- , *Sociologie de l'expérience*. Paris, Éditions du Seuil, 1994.
- Dubet, F. et Lapeyronnie, D. *Les quartiers d'exil*. Paris, éditions du Seuil, 1992.
- Fassin, D., Marginalidad et marginados. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique Latine. In S. Paugam, *L'exclusion. L'état des savoirs*. Paris, La découverte, 1996.
- Foucault, M. *Surveiller et punir*. Paris, Éditions Gallimard, 2003.
- Garcés, M. et de la Maza, G. *La explosión de las Mayorías: Protesta Nacional 1983- 1984*. Santiago du Chili, ECO (Educación y Comunicaciones), 1985.
- Giddens, A. Modernidad y autoidentidad, in *Las consecuencias perversas de la modernidad*. Madrid, Anthropos, 1996.
- Instituto Nacional de Estadísticas. *Encuesta de seguridad ciudadana*. Santiago du Chili, INE, 2009.
- Lapeyronnie, D. *Ghetto urbaine*. Paris, Robert Laffont, 2008.

- Lechner, N. *Las sombras del mañana. La dimensión subjetiva de la política*. Santiago du Chili, LOM, 2002.
- Manzi, J. et Helsper, E. *El sentido de la inseguridad en Santiago*. Santiago du Chili, PUC, 2002.
- Marques- Pereira, B., Le Chili : les femmes et la gauche. Une relation amicale ?, in *Revue internationale de politique comparée* vol.12, n°3, 2005.
- Márquez, F. *Claves de identidades territoriales en la ciudad fragmentada*. www.antropologiaurbana.cl
- Martínez, J. et Palacios, M. *Informe sobre la decencia*. Santiago du Chili, SUR, 1996.
- Merklen, D. *Quartiers populaires, quartiers politiques*. Paris, La Dispute, 2009.
- Ministerio de Planificación y Cooperación. *El juicio ciudadano a las políticas sociales*. Santiago du Chili, MIDEPLAN, 2003.
- Movimiento de Pobladores en Lucha, *Siete y cuatro. El retorno de los pobladores. Lucha por la vivienda, autogestión habitacional y poder popular en Santiago de Chile*. Santiago du Chili, M.P.L./ Quimantú, 2010.
- Oberti, M., Formes et contenu d'une conscience sociale chez les jeunes des "quartiers en difficulté". *Actuel Marx* n°26, 1999.
- Oviedo, E. *Santiago, violencia, delitos e inseguridad*. Santiago du Chili, SUR, 2000.
- Paugam, S. *La disqualification sociale*. Paris, éditions PUF, 2002.
- , *Le lien social*. Paris, PUF, 2008.
- , (dir.) *L'exclusion sociale. L'état des savoirs*. Paris, La Découverte, 1996.
- Peñañiel, R. *L'événement discursif paupériste. Lutte contre la pauvreté et redéfinition du politique en Amérique Latine : Chili, Mexique, Venezuela (1910- 2006)*. Montréal, Thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en science politique, Université du Québec, 2008.
- Peralva, A., Violence de banlieue et politisation juvénile. *Cultures & conflits* n°18, 1995.
- Pérez, M. y Roca, A. « Representaciones sociales de la inseguridad urbana en niños de Peñalolén: ¿qué ocurre en contextos donde la distancia geográfica de la segregación disminuye? », in *Revista MAD* n°20. Santiago du Chili, Universidad de Chile, 2009.
- Prévôt Schapira, M.-F., Amérique Latine: la ville fragmentée. *Esprit* n°258, 1999.
- Programme des Nations Unies pour le Développement, *Informe de Desarrollo Humano. Las paradojas de la modernización*. Santiago du Chili, PNUD, 1998.
- Rancière, J. *La mésentente*. Paris, Galilée, 2007.
- Reguillo Cruz, R. « ¿Guerreros o ciudadanos? Violencia(s). Una cartografía de las interacciones urbanas », in M. Moraña, *Espacio urbano, comunicación y violencia en América Latina*. Pittsburg, PA: Instituto Internacional Iberoamericana, 2002.

- Ruz, L., Los jóvenes y su mirada crítica a la democracia en tiempos de cambio. *Observatorio de juventud vol.5 n°18*, 2008.
- Salazar, G. *Violencia política popular en las « grandes alamedas »*. Santiago de Chile, 1947- 1987. Santiago du Chili, SUR, 1990.
- Simmel, G., *Le pauvre*. Paris, Allia, 2009.
- Touraine, A. *Production de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1973.
- , *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992.
- , La formation du sujet, in Dubet, F. et Wiewiorka, M. (coord.), *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*. Paris, Fayard, 1995.
- , *Un Nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2005.
- Touraine, A. et Khosrokhavar, F. *La recherche de soi. Dialogue sur le Sujet*. Paris, Fayard, 2000.
- Wacquant, L., *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*. Paris, La découverte, 2006.
- Wiewiorka, M. Plaidoyer par un concept, in Dubet, F. et Wiewiorka, M. (coord.), *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*. Paris, Fayard, 1995.
- , *Neuf leçons de sociologie*. Paris, éditions Robert Laffont, 2008.
- , L'intégration : un concept en difficulté, in *Cahiers internationaux de sociologie*. Paris, P.U.F., 2008.
- , *La violence*. Paris, Hachette Littératures, 2005.
- , *Face au terrorisme*. Paris, Liana Levi, 1998.
- , *Société et terrorisme*. Paris, Fayard, 1988.